

Accords fiscaux—Loi

ont quand même reçu 7.3 milliards, ce qui permet de forer beaucoup de puits. Je demande aux députés de réfléchir à ce que nous aurions pu faire avec cet argent dans le domaine de la santé et de l'éducation.

Il y a 70 banques d'aliments dans la communauté urbaine de Vancouver. Pourriez-vous croire que nous avons des banques d'aliments dans les villes de l'ouest du pays? Certaines personnes n'ont pas suffisamment d'argent pour joindre les deux bouts et pour s'acheter de la nourriture. L'autre jour encore, le gouvernement du Québec a annoncé qu'il réduisait ses prestations aux assistés sociaux.

[Français]

... c'est combien d'argent, je pense à \$160 chaque mois pour une personne qui n'est pas mariée, une personne seule, et maintenant il y a des polices qui cherchent pour les pauvres personnes qui peut-être ont un peu plus d'argent.

[Traduction]

Le Québec pourchasse tous les assistés sociaux célibataires qui touchent \$160 par mois. Il est néanmoins curieux que le gouvernement fédéral n'exerce pratiquement aucun contrôle sur le Programme d'encouragements pétroliers qui a rapporté 7.3 milliards à ses bénéficiaires. C'est vraiment du vol organisé.

Je trouve étrange certaines de nos priorités. Nous n'avons toujours pas tiré la leçon de nos erreurs. Dans le secteur énergétique nous en revenons à l'ancien système. Nous voulons à tout prix exploiter Hibernia, au large de Terre-Neuve, alors que le prix mondial du pétrole est terriblement bas. La ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M^{lle} Carney) s'apprête à conclure un marché extraordinaire, au cours des jours qui viennent, avec Mobil, une grande société américaine de New York, pour la mise en valeur d'Hibernia. Alors les hommes politiques fédéraux pourront dire qu'ils ont rempli leurs promesses électorales pour la région de l'Atlantique, qu'ils ont conclu l'Accord de l'Atlantique. Nous sommes disposés à céder la boutique dans ce genre de marchés.

Nous sommes revenus à l'ancien système des crédits d'impôts pour l'exploitation des ressources sous-marines, de sorte que le Trésor fédéral perdra des milliards de dollars en recettes fiscales. Les sociétés pétrolières connaissent fort bien ce système; elles y ont déjà goûté. Pour moi le nouveau programme énergétique c'est le «Programme de retour vers l'avenir». Nous revenons au bon vieux système de l'escroquerie organisée, qui est censé être notre future politique énergétique.

Le présent débat ne porte pas sur l'énergie ni sur la fiscalité. Toutefois, il touche à ces deux points, surtout si l'on songe à la source où le gouvernement devra puiser l'argent.

Je voudrais jeter un coup d'oeil sur ce que cela signifie pour la Colombie-Britannique de perdre 650 millions de dollars en cinq ans. Le gouvernement de cette province dispose d'un certain nombre d'options. D'abord, il peut hausser les impôts. Ensuite, il peut accroître son déficit. Celui-ci est déjà gonflé par suite des emprunts nécessités par le mégaprojet des houillères du Nord-Est qui a en partie tourné au vinaigre, par suite de l'Expo, et par suite de la construction de routes et d'autres projets. Il peut accroître son déficit, mais sa marge de manoeuvre est plutôt mince. Enfin, il peut couper encore dans les budgets de l'enseignement et des soins de santé. Nous qui venons

de la Colombie-Britannique ne voyons pas comment cela peut se faire.

Les professeurs quittent déjà l'Université de la Colombie-Britannique et l'Université Simon Fraser pour les États-Unis et l'est du Canada où on leur fait de meilleures conditions d'emploi. Nos collègues sont déjà en train de réduire leurs programmes. La Colombie-Britannique se trouve à proximité du marché asiatique du Pacifique, qui a connu la plus forte croissance au monde dans la seconde moitié du XXe siècle. C'est là que tout se passe et, pour notre part, nous sommes en pleine stagnation. Le seul moyen pour nous d'avoir notre part de ce marché, c'est de nous servir de nos têtes. Nous devons avoir une génération de jeunes bien éduqués pouvant fournir des services d'ingénierie et de foresterie à la Malaysia et à l'Indonésie, par exemple. Ces pays auront également besoin d'experts en hydro-électricité. La Chine aura besoin d'experts en technologie géothermique et géophysique pour faire la prospection du pétrole et du gaz. A mon avis, le XXIe siècle appartiendra à la Chine, et nous sommes à proximité de cet important marché. Au lieu de réduire les fonds destinés à l'éducation, nous devrions les augmenter. Voilà pourquoi il y a tant d'opposition à ce projet de loi.

● (1940)

Même à cette dernière étape d'examen du projet de loi, j'espère encore que le gouvernement verra clair et renoncera à réduire les transferts aux provinces. J'espère encore que les députés ministériels se diront: Il est possible de trouver l'argent en imposant les sociétés pétrolières et les grandes entreprises. Nous pouvons le faire. Nous n'avons pas à imposer de telles coupures. La reprise relative qui se manifeste dans le Canada central augmente les recettes du Trésor fédéral. Il ne devrait pas être nécessaire de réduire les subventions aux provinces. Que se passe-t-il dans l'ouest du Canada, par exemple, qu'en est-il du déficit de l'Alberta, de l'industrie du bardeau de cèdre de la Colombie-Britannique? Dans quelques semaines, toute notre industrie forestière pourrait se trouver dans le marasme si les États-Unis imposaient des droits compensateurs de l'ordre d'un milliard de dollars sur le bois d'oeuvre. Or, c'est la plus grande industrie de la Colombie-Britannique. Que se passe-t-il aussi en Saskatchewan, où les bas prix des produits agricoles acculent beaucoup d'agriculteurs à la faillite? Le gouvernement va mettre les gouvernements provinciaux en très mauvaise posture. Certains le méritent sous bien des rapports pour avoir dépensé leur argent stupidement. Cependant, on ne peut punir les gens pour l'inconséquence de leur gouvernement provincial.

Le gouvernement de la Colombie-Britannique s'est lancé dans un programme d'austérité on ne peut plus inopportun alors que la demande était inexistante et l'économie en recul. Du jour au lendemain, le gouvernement Bennet s'est lancé dans des compressions qui ont paralysé l'économie. La Colombie-Britannique ne s'en est pas remise. Or, on lui assène le coup de grâce. Le gouvernement va nous «bénéficier» par cette mesure. Je sais gré à mon collègue d'en face de m'avoir permis d'exprimer ces quelques opinions de mon cru sur cette fameuse ouverture sur le Pacifique, à l'extrémité ouest du Canada.

M. Thacker: Monsieur le Président, j'ai pris la peine de suivre le débat. Mon collègue d'en face pourrait-il m'expliquer